

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bât A  
19 rue de Ciron  
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 05/06/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**MURAT SCI**

1 RUE DE CHAZELLES

—

75017 Paris 17

Références : 12-CRARC-2026-19  
Code AIOT : 0003700642

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2026 dans l'établissement MURAT SCI implanté 105 rue de Normandie – 12230 La Cavalerie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 29 avril 2026 avait pour objectif de vérifier le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2025 qui porte sur :

- la mise à disposition du site d'une réserve d'eau incendie d'au moins 300 m<sup>3</sup>,
- la transmission d'un porter à connaissance concernant l'installation d'un distributeur de carburant OLEO100 sur le site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MURAT SCI
- 105 rue de Normandie – 12230 La Cavalerie
- Code AIOT : 0003700642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCI MURAT exploite un entrepôt sur son site de La Cavalerie.

L'entrepôt a un volume global de 173 300 m<sup>3</sup>, il est divisé en 3 cellules indépendantes.

L'entrepôt de La Cavalerie a fait l'objet d'une première autorisation le 27/02/07 et a été mis en service à la fin de l'été 2007. A la suite de la liquidation judiciaire de l'exploitant initial survenue en 2016, l'arrêté d'autorisation du 27/02/2007 a cessé de produire effet.

La société SCI MURAT a obtenu un arrêté préfectoral d'autorisation le 16 octobre 2025 pour l'exploitation d'une unité de recyclage de matelas située dans la cellule 2 de l'entrepôt.

L'établissement est soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Il est également soumis au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 (entrepôt) et au régime de la déclaration, au titre des rubriques 2910 (chaudière) et 2925 (installation de charge).

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                        | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 3  | Confinement des déversements et pollutions accidentelles | Arrêté Préfectoral du 16/10/2025, article 5.1.7 | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                    | Référence réglementaire                           | Autre information        |
|----|--------------------------------------|---------------------------------------------------|--------------------------|
| 1  | Défense extérieure contre l'incendie | AP de Mise en Demeure du 19/11/2025, article 1 a) | Levée de mise en demeure |
| 2  | Porter à connaissance                | AP de Mise en Demeure du 19/11/2025, article 1 b) | Levée de mise en demeure |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a examiné les dispositions prises par l'exploitant pour la maîtrise du risque d'incendie.

**Au vu de cet examen la mise en demeure du 19 novembre 2025 peut être levée.**

L'exploitant doit cependant apporter des compléments et engager des actions sur la mise en place de consignes de sécurité précisant la nécessité d'arrêter le fonctionnement de la pompe automatique de relevage des eaux de la zone des quais, dès l'utilisation d'eau pour l'extinction d'un éventuel incendie ou en cas de déversement accidentel de substances dangereuses.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Défense extérieure contre l'incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/11/2025, article 1 a)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense extérieure contre l'incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><b>La société SCI MURAT exploitant une installation située sur le territoire de la commune de La Cavalerie est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>a) les dispositions de l'article 5.3.1 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2025 susvisé, en mettant à disposition du site une réserve d'eau, d'au moins 300 m<sup>3</sup>, disponible en permanence au service d'incendie et de secours [...]</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Constats :</b><br><br>Une partie des besoins en eau d'extinction incendie (au minimum 300 m <sup>3</sup> ) sont assurés par la réserve incendie n° 063046 du parc d'activités située au Nord du site. Cette réserve est alimentée en eau par les eaux pluviales provenant de la toiture de l'entrepôt. Lors de l'inspection du 17 septembre 2025, il avait été constaté que le niveau de la réserve était inférieur à 300 m <sup>3</sup> . L'inspection des installations a pu constater lors de l'inspection du 29 avril 2026 que la réserve incendie a fait l'objet de travaux de réparation au niveau de l'alimentation en eau de la réserve et qu'elle avait commencé à se remplir à la suite des événements pluvieux ayant eu lieu depuis la reprise d'étanchéité. Le volume d'eau estimé lors de la visite était supérieur à 300 m <sup>3</sup> . La communauté de commune Larzac et vallées a précisé que des travaux de reprise d'étanchéité ont été réalisés en février 2026 sur la réserve incendie et sur le réseau d'eau pluvial qui l'alimente (une fuite importante a été réparée notamment au niveau d'un des regards). L'inspection des installations classées propose la levée de la mise en demeure du 19 novembre 2025. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

### N° 2 : Porter à connaissance

|                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/11/2025, article 1 b) |
|------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>La société SCI MURAT exploitant une installation située sur le territoire de la commune de La Cavalerie est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• b) les dispositions de II de l'article R.181-46 du code de l'environnement, en transmettant un porter à connaissance concernant l'installation d'un distributeur de carburant OLEO100 sur le site. Ce porter à connaissance analysera notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ le risque d'effet domino avec un incendie de l'entrepôt,</li> <li>◦ le traitement des rejets chroniques associés à cette installation (dépotage citerne et plein de carburant),</li> <li>◦ les besoins en eau d'extinction d'incendie,</li> <li>◦ les volumes d'eau à confiner en cas d'incendie.</li> </ul> </li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le 19 janvier 2026 un porter à connaissance concernant la mise en place d'une station-service de distribution d'OLEO100 localisée au Sud du site, à proximité de la cellule de stockage n° 2, louée par la société RETOURMAT.</p> <p>L'installation est composée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une cuve Oleo100 de 20 m<sup>3</sup> contenant un biocarburant, le B100,</li> <li>• d'un dispositif de distribution.</li> </ul> <p>Le B100 est un carburant composé à environ 100 % d'esters méthyliques d'acides gras provenant d'huile végétale de colza.</p> <p>La substance ne relève d'aucune classe de danger en application du règlement (CE) n°1272/2008 (CLP). Son point éclair est &gt; 100 °C.</p> <p>L'inspection des installations classées a vérifié la quantité de carburant distribué entre mai 2025 et avril 2026 qui s'élève à 103,8 m<sup>3</sup>. L'installation n'est donc pas classée au titre de la rubrique 1435 (stations-service) de la nomenclature ICPE.</p> <p>L'exploitant a fait réaliser des modélisations FLUMILOG permettant de déterminer les flux thermiques qui seraient associés à un incendie de la cuve. Ces modélisations concluent à l'absence de risque de propagation d'un incendie vers les installations existantes de la société SCI MURAT (bâtiment de stockage et de traitement de déchets non dangereux).</p> <p>En cas de déversement accidentel lors des dépotages notamment, les effluents sont collectés par le réseau d'eaux pluviales des voiries du site. L'arrêt de la pompe de relevage, en amont du point de rejet des eaux pluviales, permet de confiner les effluents au niveau des quais des poids lourds. La modification n'est donc pas considérée par l'exploitant comme substantielle. Elle ne nécessite pas de modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 octobre 2025.</p> <p>L'inspection des installations classées propose la levée de la mise en demeure du 19 novembre 2025.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**N° 3 :** Confinement des déversements et pollutions accidentelles

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2025, article 5.1.7                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des déversements et pollutions accidentelles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>L'exploitant utilise la zone de confinement de 1320 m<sup>3</sup> constituée par la zone de rétention des quais de chargement pour récupérer les éventuelles eaux d'extinction incendie, en vue de leur traitement.</p> <p>Une consigne de sécurité précise la nécessité d'arrêter le fonctionnement de la pompe automatique de relevage des eaux de la zone des quais, dès l'utilisation d'eau pour l'extinction d'un éventuel incendie ou en cas de déversement accidentel de substances dangereuses, afin d'éviter leur envoi vers le bassin de la zone d'activité. [...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a précisé qu'il ne disposait pas de consigne de sécurité précisant la nécessité d'arrêter le fonctionnement de la pompe automatique de relevage des eaux de la zone des quais, dès l'utilisation d'eau pour l'extinction d'un éventuel incendie ou en cas de déversement accidentel de substances dangereuses. Il ne dispose pas également de consigne définissant l'entretien et la mise à l'arrêt du poste de refoulement.</p> <p>Il a précisé en inspection qu'il réaliserait un affichage de la consigne au niveau de la station service Oleo 100 et au niveau du poste de refoulement des eaux pluviales. Cet affichage doit être facilement visible par les personnes réalisant les dépotages .</p> <p>Les locataires des entrepôts doivent être informés de cette consigne.</p>                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Élaborer une consigne de sécurité précisant la nécessité d'arrêter le fonctionnement de la pompe automatique de relevage des eaux de la zone des quais, dès l'utilisation d'eau pour l'extinction d'un éventuel incendie ou en cas de déversement accidentel de substances dangereuses.</p> <p>Transmettre le justificatif d'envoi de la consignes aux locataires.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |